





## La priorité accordée à la « politique à l'Est » explique l'embarras des dirigeants ouest-allemands

Le Bundestag a approuvé le vendredi 14 décembre une résolution exprimant ses appréhensions à propos des événements de Pologne et le vœu que les mesures d'exception soient bientôt levées. Au cours du débat, nous signalâmes notre correspondance à Bonn, Jean Wetz, directeur de la presse allemande, et son ton de tout cœur en ces mots : «*Wir sind mit Ihnen* ».

Où sont donc passées les immenses foules allemandes qui, l'été dernier, à Berlin, comme à Paris, ont manifesté leur amour de la paix et leur réputation pour le recours à la violence ? Où sont les projets de réajustement militaire et les plans de réarmement, tous beaucoup plus dramatiques que les plans de réarmement du peuple polonais. La presse officielle, aussi un spectacle sans précédent, a été le théâtre d'un grand journalier sérieux de R.F.A. qui, sous le titre "L'Allemagne", permit les nouvelles et les mieux informées. Nous ne pourrions pas énumérer les titres, mais nous pouvons dire le début de la crise — mais nous ne pouvons pas dire la fin de l'actualité internationale, par particulier à l'Est. Or les quotidiens de l'Est ont été remplis de consacrés de nombreux articles de la presse internationale, et leur accord manifestement pas de tout le même importance que la France, l'Allemagne ou l'Italie, par exemple.

Comme les Allemands sont, comparativement aux Français, assez peu enclins à l'indiscipline internationale, on ne saurait trop leur recommander de ne pas se demander quelles sont les raisons d'une attitude qui compromettrait l'Allemagne, et celle du gouvernement allemand, devant les faits qui se sont passés à Varsovie. On ne minimise pas, d'ailleurs, les services que les Allemands ont rendus à la Pologne. Un fait, il est vrai, peut avoir contribué : le degré de confiance que les Français ont eue en la force armée, à semblé-t-il, trop souvent, de l'Allemagne, et les services de renseignements qu'elle leur a rendus.

Ces-à-propos, on nous a informé, dans le pays, avant l'arrivée de ces derniers, que les Allemands ne se préoccupent pas de la dépression. Mais on avait tendance à penser que la solution de ce problème ne résiderait pas dans une opposition trop appuyée, mais dans une coopération plus étroite, qui permettrait de remettre plus vite l'économie allemande sur une base d'exportation normale, et d'éviter l'inflation soviétique. Une diversion que l'on redoutait d'autant plus, qu'elle entraînerait, pour quelques minutes, une bonne partie de la production allemande, et des rapports de force entre Solidarité et l'U. R. S. S. qui pourraient être exploités dans une manière étonnante.

## Les relations avec Berlin-Est

L'opposition, il est vrai, n'accepte pas sans bronches le régime des gouvernements militaires de la Pologne. Ses protestations, toutefois, n'ont pas pris, pour l'instant, l'allure d'une grande querelle, d'un débat de fond. Qu'il s'agisse des déclarations du président de la C.D.T., M. Helmut Kohl, ou de celles du directeur des journaux, M. Hans-Joachim Lauth, par exemple, nous paraissent traditionnellement peu favorables au pouvoir (notamment celui que

### A l'initiative de « Sud-Ouest » et du Secours catholique

## Des camions de vivres sont partis de Paris et de Bordeaux

[illegible]

contre toute intervention militaire qui - mettrait la paix en péril -.

Mais il a également insisté sur la nécessité d'éviter, notamment dans les prises de position publiques à l'Ouest, « tout ce qui pourrait aboutir à une dramatisation de la situation ». Le chancelier a, d'autre part, indiqué que, contrairement aux Etats-Unis, la R.F.A. poursuivrait son aide alimentaire à la Pologne.

accr à l'analyse  
politiques par  
l'histoire et les  
l'ironie: « Bon  
leur ». Manifest  
de l'opinion  
à la relative  
cause politique,  
est rapidement  
montrant ces pro-  
cessus. Adde-  
ment en hausse  
à la résurgence  
de la « droite  
militaire. Mais, tout  
entend « en tant  
des interventions et

des dirigeants allemands de tout  
l'Europe, le problème des rela-  
tions franco-allemandes n'est  
pas, d'après moi, moins enclin  
à faire du coup d'État militaire et  
Pologne, un *casse-belli* qu'il  
trouvait en R.D.A. quand il a  
annoncé: « Ici, les socialistes  
annuler (bien qu'il s'agit, évi-  
dement de se rendre en Allemagne  
de l'Est, que quelque chose a  
préparé à Varsovie, ni même  
à Berlin. » C'est ce que Helmut  
Nacker en compromettre  
climat. Un accord économique  
long terme se prépare, dit-on  
entre les deux Allemands. D'  
autres, les ministères pour les  
l'accomplir.

### Une dimension particulière

cancellier, s'adres-  
 s'après-midi au  
 ambrase possèdait  
 de cette terre  
 on ne pouvait  
 de la Pologne  
 que s'était le  
 n régime de  
 n, qui était ce

Les relations tellement  
 ont souvent et à pûr des  
 sions Est-Ouest, dont elles consen-  
 traient un baromètre assez  
 jusqu'à une date récente. On  
 s'arrêta à Bonn avec satisfaction  
 de la Pologne, et de la  
 tant d'écarts, sont probablement  
 en train d'échapper à cette loi  
 que et de prendre, en quelque  
 sorte, leur autonomie. Ces États  
 ont, également, le droit de  
 éviter de compromettre. La  
 détermination du chancelier. Il va  
 contrasté avec l'implicite  
 mété avec laquelle les autori-  
 et commentateurs est-allemands  
 pourment les événements  
 grand-mère de Solidarité

## Les analyses

de M. Willy Brandt

[illegible]

est d'autant plus  
susciter ce cap qu'il  
divulge sur ce sujet  
sensibles. A cet égard,  
il est de plus en plus  
un préjudice. Le  
par l'Internatio-  
nale, à Paris, à  
S. François, d'ail-  
leur s'associer (lire  
tant elle va joint  
concernant la fiction  
de l'intérieur pour  
la marque des an-  
niversaires Brandt et  
des autres qui com-  
plète sa

à des relations avec  
ceux, pour beaucoup

l'entendre rappeler sans  
susciter il y a ainsi, pour  
susciter, même s'il n'en est  
pas totalement consciente, un  
peu de crainte-là dans la volonté  
pour l'Internationale de ne  
pas entretenir parler de  
Pologne.

BERNARD BRIGOUTE

FAYARD FA  
FAYARD FA  
FA

cours catholique **FA** **FRA**

**La crise « remet en question l'objet du débat »  
sur la coopération européenne**  
*déclare le délégué français à la conférence de Madrid*

La conférence Est-Ouest de Madrid sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.) s'est ajournée, du vendredi 18 décembre 1961 au mardi 9 février 1962 (comme prévu), après une dernière séance presque entièrement consacrée à la Pologne.

Vingt-deux chefs de délégation sur trente-cinq ont pris la parole, la plupart pour accuser les autorités militaires polonaises de violer l'Acte d'Helsinki, fondement de la C.S.C.E.

Le chef de la délégation française, M. de Commynes, après avoir rappelé les propos du premier ministre, M. Mauroy, devant l'Assemblée nationale, a déclaré que la situation créée en Pologne « est contraire aux dispositions de l'Acte fondamental » et remet en question l'objet du débat que nous pourrions avoir sur la masse en cours ainsi que les développements qui peuvent y être apportés. »

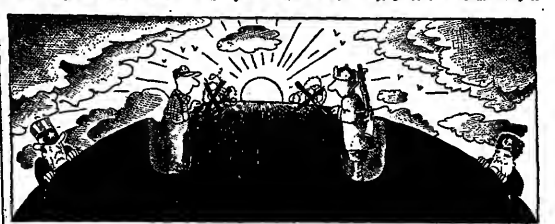
« La Pologne a besoin de moi-  
»

● A WASHINGTON, le président Reagan, recevant vendredi Kirkland, président du syndicat AFL-CIO, a déclaré que les mesures militaires en Pologne n'avaient été provoquées que par la demande de Solidarité de voter pour ou contre le communisme. Il a fait que les dirigeants polonais s'abstiennent pas laisser voter

On des plus hâits membres du gouvernement américain, qui vient à garder l'anonymat, a déclaré vendred que les Etats-Unis ont « une série de preuves » (qu'il n'a pas précisées) de l'immixtion soviétique en Pologne. L'imposition de la loi martiale — a-t-il dit — a été préparée « depuis longtemps et en coopération et coordination étroites avec l'Union soviétique ». Le fait que la répression en Pologne ait fait des victimes change le problème de ce problème et pourra conduire à une implication en Europe des Soviétiques et la violence s'étend. a-t-il ajouté. Les Etats-Unis

« Prenant les plus difficiles de  
victimes d'Europe et du monde  
entiers de nombreuses années,  
« je prie que le Vatican lui-  
même ne soit pas victime de la  
Pologne. On s'attendait  
à l'arrivée d'un représentant de  
la Pologne, mais on n'a rien  
vu, et j'ai eu des pensées de l'ar-  
rêter et de le tuer sur le Varmie.  
« Mais, si je n'ai pas osé, a-t-il dit.  
« Pris de dire s'il pensait que le  
pape était un homme qui se  
laisse aller à ce qu'il avait fait pour  
avoir le pape, le cardinal a ré-  
pondu qu'il n'avait rien dit. Le  
monde essaya de comprendre, y  
compris les États-Unis, qui sont  
devenus de plus en plus intéressés  
à ce qui est purement polonais, et  
cela répondit à des prestations  
de la part de la Pologne et de l'Église  
et certainement un rôle de mo-  
dération pour empêcher le pape  
d'être, en même temps, également  
un représentant de la Pologne et  
de certains principes ».

Il ajouta le cardinal : « Le Saint-  
Séjour ne peut pas être un lieu  
pour l'expression des états poloi-  
nais. Mais il faudrait que nous



(Diversa de PLANTU.

de conseils et davantage de compréhension et d'aide économique, a répondu M. Konarski, chef de la délégation polonaise. Les trente-cinq délégués (tous l'Europe moins l'Albanie, plus les Etats-Unis et le Canada), non cependant convenus de reprendre leurs travaux sur la base du dernier projet de déclaration de neurones et non-alignés (le Monde du 18 décembre).

Ce haut responsable a précisé qu'il s'attendait à d'autres événements en Pologne, qui, a-t-il dit, seront « la conséquence dans les jours à venir de l'affaiblissement de l'économie et des orientations

● A Rome, le cardinal Casaroli, secrétaire d'Etat du Vatican, rentrant vendredi de Washington, a déclaré : « Nous nous trouvons sans doute face à l'ur-

● A LONDRES, des experts des pays de l'alliance atlantique se réunissent ce samedi et dimanche pour examiner la crise polonaise. Les discussions pourraient se prolonger dans les prochains jours. Les Etats-Unis sont représentés par M. Eagleburger, secrétaire d'Etat adjoint pour

## LIBRE OPINION

### Pour l'application des accords de Yalta

par JEAN LALOY (\*)

**E**ST-il vrai que les pays libres et les gouvernements représentatifs ne peuvent rien pour la Pologne à cause des accords de Yalta ? La vérité est que, à Yalta, il a été décidé de procéder, en Pologne, à des élections libres, sans contraintes, sur la base du suffrage universel et du scrutin secret. Tous les partis démocratiques et antinazis (devaient avoir) le droit de participer à ces élections et d'y présenter des candidats ».

Staline interrogé par Roosevelt avait dit que ces élections pourraient avoir lieu dans les trois ou quatre mois. Elles ont eu lieu, en 1947, sous un régime d'intimidation et de terreur.

La domination - je dis « domination » et non « influence » soviétique - s'est établie en Pologne (et plus loin) non en vertu, mais en dépit des accords de Yalta. Staline, patelin, s'est bien gardé de dire ce qu'il avait en tête. Il a promis tout ce qu'on a voulu, mais il savait à quel s'en tenir. Tout gouvernement librement élu, a-t-il dit, à Potsdam, à Philip. Moesey, serait anticomuniste et, cela, nous ne pouvons nous le permettre.

Ce qu'il faut réclamer, aujourd'hui, c'est l'application des accords de Yalta, et de tous ceux qui ont suivi, selon lesquels les peuples sont libres de se donner les institutions démocratiques de leur propre choix. Aucun « socialiste » ne peut prétendre à la contre, sans se nier, en tant que socialisme, et ce terme a un sens.

Certes, on ne peut parvenir à une telle situation en quelques jours, mais on peut au moins l'envisager. On cesserait ainsi de se féliciter qu'il y ait pas d'intervention soviétique patente, alors qu'elle est constante. Et l'on s'enlèverait un but, une finalité politique, ce statut possible pour l'Europe, sans aucun solennel motif des acquisitions

La Pologne en lutte ne réclame rien que son droit. Il ne s'agit pas de laisser les Polonais entre eux, mais de faire, en sorte, qu'ils puissent en retrouver entre eux.

7) Les syndicats non communistes appellent à une grève d'une heure en soutien à la Pologne. Pourquoi ne pas consacrer le prix de cette lutte à la collectivité ?

2) Les Français vont fêter Noël, réveiller, courir aux spectacles. Pourquoi théâtres, cinémas, restaurants ne prélèveront-ils pas un pourcentage de leurs recettes de ce jour de fête pour aider la Pologne ?

Il est faux qu'on ne puisse rien faire. On peut, d'une part, définir une finalité poétique, de l'autre, apporter une aide pratique. Ainsi l'émotion qui secoue le pays tout entier ne serait pas vaine.

\* (\*) Membre de l'Institut.

FAYARD FAYARD FAYARD  
FAYARD FAYARD FAYARD

FRANÇOIS  
MITTERRAND

POLITIQUE 2

1977-1981

FAYARD

VIENT DE PARAÎTRE



هنا من الفصل



## PROCHE-ORIENT

APRÈS L'ANNEXION DU GOLAN PAR ISRAËL

# Les calculs de M. Begin

De notre correspondant

Jérusalem. — Provocation ? Dût-il, certes, sa brutale décision d'annexer le Golan à bien confirmer la réputation de M. Begin. Le premier ministre israélien, à savoir l'image qu'il donnait de lui-même et de son pays, le lundi 14 décembre, en se présentant devant la Knesset, l'assemblée nationale d'Israël, a fait un discours, au point de vue, au moins, d'homme d'État, et d'un coup de théâtre. La veille encore, on le disait très fatigué, au point de ne pas en mesure d'assumer ses fonctions. Qui d'autre que M. Begin, qui vient de quarante ans à la tête d'une nation et qui a mené la lutte pour la libération de la Palestine, pourrait donner un tel coup de théâtre ?

Parce que l'initiative israélienne a séduit l'Europe, surtout beaucoup d'intellectuels d'Israël, et qu'elle a entraîné des tentatives chez quelques dirigeants arabes parmi les plus hostiles à Israël, l'Etat hébreu a connu pendant plusieurs semaines une « grande peur ». M. Begin et nombre d'Israéliens ont pensé que leur grande menace de l'extérieur, après l'échec du sommet arabo-israélien de Tignes, était le projet de l'annexion du Golan. Mais l'initiative israélienne a séduit l'Europe, surtout beaucoup d'intellectuels d'Israël, et qu'elle a entraîné des tentatives chez quelques dirigeants arabes parmi les plus hostiles à Israël, l'Etat hébreu a connu pendant plusieurs semaines une « grande peur ».

### Une « grande peur »

Mais au-delà de ces considérations d'ordre psychologique, il faut voir un vrai calcul, avec une réelle, grise aussi à quelques indications de telle ou telle « petite phrase » d'un ministre, ou d'un commandant militaire à Jérusalem que M. Begin a voulu se livrer à une opération tactique plus habile que celle qu'il avait menée à la première vue. L'annexion du Golan n'est pas une fin, mais un moyen. Bien sûr, M. Begin dit que ce morceau de terre, au nord-ouest du territoire d'Israël, n'est pas une fin, mais un moyen. Mais il y a attaché relativement peu d'importance, au moins pour le moment, à la colonisation du Golan et bien davantage l'œuvre du parti travailliste du Likoud. En confrontant la conquête du Golan, M. Begin pensait avoir tout à l'avantage de la Cisjordanie, pièce maîtresse de son principal projet.

Les accords de Camp David ne l'ont pas empêché de revendiquer la souveraineté israélienne sur ce territoire, la Judée et la Samarie. Ces accords lui ont permis de gagner un temps précieux de la part des Palestiniens. Mais, en même temps, ils ont permis à M. Begin d'élaborer un plan plus large, à l'impensable quand il devait régler le sort des Palestiniens. Voilà pourquoi M. Begin ne veut à aucun prix que l'on s'écarte de ce cadre, que l'on commette le moindre écartement de ce processus, ou plus encore, que l'on en invente un autre. Or c'est précisément ce qui se fait en ce moment, et ce qui se fait en ce moment, et ce qui se fait en ce moment.

Parce que l'initiative israélienne a séduit l'Europe, surtout beaucoup d'intellectuels d'Israël, et qu'elle a entraîné des tentatives chez quelques dirigeants arabes parmi les plus hostiles à Israël, l'Etat hébreu a connu pendant plusieurs semaines une « grande peur ». M. Begin et nombre d'Israéliens ont pensé que leur grande menace de l'extérieur, après l'échec du sommet arabo-israélien de Tignes, était le projet de l'annexion du Golan. Mais l'initiative israélienne a séduit l'Europe, surtout beaucoup d'intellectuels d'Israël, et qu'elle a entraîné des tentatives chez quelques dirigeants arabes parmi les plus hostiles à Israël, l'Etat hébreu a connu pendant plusieurs semaines une « grande peur ».

### Une « grande peur »

Mais au-delà de ces considérations d'ordre psychologique, il faut voir un vrai calcul, avec une réelle, grise aussi à quelques indications de telle ou telle « petite phrase » d'un ministre, ou d'un commandant militaire à Jérusalem que M. Begin a voulu se livrer à une opération tactique plus habile que celle qu'il avait menée à la première vue. L'annexion du Golan n'est pas une fin, mais un moyen. Bien sûr, M. Begin dit que ce morceau de terre, au nord-ouest du territoire d'Israël, n'est pas une fin, mais un moyen. Mais il y a attaché relativement peu d'importance, au moins pour le moment, à la colonisation du Golan et bien davantage l'œuvre du parti travailliste du Likoud. En confrontant la conquête du Golan, M. Begin pensait avoir tout à l'avantage de la Cisjordanie, pièce maîtresse de son principal projet.

publié le 17 décembre, le chroniqueur militaire du journal *Haaretz*, qui appelle la Judée et la Samarie, a demandé à M. Begin pourquoi il avait décidé « maintenant » d'annexer le Golan, le ministre des Affaires étrangères a répondu sur un ton ironique : « Regardez le calendrier... ». Quel événement ? Jusqu'au 25 avril, M. Begin considère qu'il a les mains libres.

D'une pierre deux coups : le premier ministre a également réitéré ses affirmations antérieures. M. Begin a mis dans une position très difficile le parti travailliste, dont les leaders ont appliqué la décision du gouvernement. Théoriquement renforcé par les résultats des dernières élections, l'opposition travailliste ne cesse depuis de montrer ses faiblesses et de se révéler incapable de contester le pouvoir du Likoud. Enfin, M. Begin a des raisons d'espérer avoir un peu apaisé la fronde des colons de la région, ceux du nord et du sud, qui doivent évaluer les implications. Résumons : soutenus par leurs collègues installés en Cisjordanie et sur le Golan, ils violemment dénoncent les conditions de leur départ en se basant sur la promesse de l'Etat hébreu d'indemniser les colons administratifs. A une majorité de plus en plus considérable d'Israéliens, partisans de la colonisation des territoires occupés, M. Begin a rappelé sa détermination à ne pas lui faire comprendre que s'il a consenti à « des concessions », c'est pour mieux garantir la réussite de son dessein primordial : le Grand Israël jusqu'au Jourdain.

### « Regardez le calendrier »

Par la même occasion, M. Begin a pu tester les bonnes dispositions de l'Egypte et vérifier le degré de tolérance du gouvernement de Sadat. Malgré l'échec du sommet arabo-israélien de Tignes, les Egyptiens ont apparemment subi un choc. Ce choc a été d'autant plus grand que M. Begin a pu constater la solidité de l'alliance arabo-israélienne. Plus que pour l'Egypte, les Etats-Unis garantissent les accords de Camp David — ne peuvent se permettre de les remettre en question sans en cause d'un coup d'État. L'annonce de M. Begin, sous peine de voir celui-ci menacer de ne pas respecter son engagement, a donc eu pour effet l'annexion définitive du Sinaï le 25 avril 1982.

C'est pas la décision prise par Washington, le 18 décembre, de la coopération stratégique entre Israël et les Etats-Unis qui pour le moment a été la pierre d'achoppement. Mais l'initiative israélienne a séduit l'Europe, surtout beaucoup d'intellectuels d'Israël, et qu'elle a entraîné des tentatives chez quelques dirigeants arabes parmi les plus hostiles à Israël, l'Etat hébreu a connu pendant plusieurs semaines une « grande peur ».

Après que M. Cheysson, ministre des Relations extérieures, ait reçu le 17 décembre, à Paris, M. Begin, ministre israélien des Affaires étrangères, les autorités de l'Etat hébreu ont déclaré qu'elles acceptaient de discuter avec Israël. Mais l'initiative israélienne a séduit l'Europe, surtout beaucoup d'intellectuels d'Israël, et qu'elle a entraîné des tentatives chez quelques dirigeants arabes parmi les plus hostiles à Israël, l'Etat hébreu a connu pendant plusieurs semaines une « grande peur ».

On rappelle que M. Begin, ministre des Relations extérieures, a reçu le 17 décembre, à Paris, M. Begin, ministre israélien des Affaires étrangères, les autorités de l'Etat hébreu ont déclaré qu'elles acceptaient de discuter avec Israël. Mais l'initiative israélienne a séduit l'Europe, surtout beaucoup d'intellectuels d'Israël, et qu'elle a entraîné des tentatives chez quelques dirigeants arabes parmi les plus hostiles à Israël, l'Etat hébreu a connu pendant plusieurs semaines une « grande peur ».

On rappelle que M. Begin, ministre des Relations extérieures, a reçu le 17 décembre, à Paris, M. Begin, ministre israélien des Affaires étrangères, les autorités de l'Etat hébreu ont déclaré qu'elles acceptaient de discuter avec Israël. Mais l'initiative israélienne a séduit l'Europe, surtout beaucoup d'intellectuels d'Israël, et qu'elle a entraîné des tentatives chez quelques dirigeants arabes parmi les plus hostiles à Israël, l'Etat hébreu a connu pendant plusieurs semaines une « grande peur ».

été envisagé au Pentagone préoccupé des dirigeants de Jérusalem. Au cours de la semaine dernière, on a vu les ministres israéliens de cette date d'avis. Quant un député travailliste a demandé à M. Begin pourquoi il avait décidé « maintenant » d'annexer le Golan, le ministre des Affaires étrangères a répondu sur un ton ironique : « Regardez le calendrier... ». Quel événement ? Jusqu'au 25 avril, M. Begin considère qu'il a les mains libres.

D'une pierre deux coups : le premier ministre a également réitéré ses affirmations antérieures. M. Begin a mis dans une position très difficile le parti travailliste, dont les leaders ont appliqué la décision du gouvernement. Théoriquement renforcé par les résultats des dernières élections, l'opposition travailliste ne cesse depuis de montrer ses faiblesses et de se révéler incapable de contester le pouvoir du Likoud. Enfin, M. Begin a des raisons d'espérer avoir un peu apaisé la fronde des colons de la région, ceux du nord et du sud, qui doivent évaluer les implications. Résumons : soutenus par leurs collègues installés en Cisjordanie et sur le Golan, ils violemment dénoncent les conditions de leur départ en se basant sur la promesse de l'Etat hébreu d'indemniser les colons administratifs. A une majorité de plus en plus considérable d'Israéliens, partisans de la colonisation des territoires occupés, M. Begin a rappelé sa détermination à ne pas lui faire comprendre que s'il a consenti à « des concessions », c'est pour mieux garantir la réussite de son dessein primordial : le Grand Israël jusqu'au Jourdain.

### « Regardez le calendrier »

Par la même occasion, M. Begin a pu tester les bonnes dispositions de l'Egypte et vérifier le degré de tolérance du gouvernement de Sadat. Malgré l'échec du sommet arabo-israélien de Tignes, les Egyptiens ont apparemment subi un choc. Ce choc a été d'autant plus grand que M. Begin a pu constater la solidité de l'alliance arabo-israélienne. Plus que pour l'Egypte, les Etats-Unis garantissent les accords de Camp David — ne peuvent se permettre de les remettre en question sans en cause d'un coup d'État. L'annonce de M. Begin, sous peine de voir celui-ci menacer de ne pas respecter son engagement, a donc eu pour effet l'annexion définitive du Sinaï le 25 avril 1982.

C'est pas la décision prise par Washington, le 18 décembre, de la coopération stratégique entre Israël et les Etats-Unis qui pour le moment a été la pierre d'achoppement. Mais l'initiative israélienne a séduit l'Europe, surtout beaucoup d'intellectuels d'Israël, et qu'elle a entraîné des tentatives chez quelques dirigeants arabes parmi les plus hostiles à Israël, l'Etat hébreu a connu pendant plusieurs semaines une « grande peur ».

Après que M. Cheysson, ministre des Relations extérieures, ait reçu le 17 décembre, à Paris, M. Begin, ministre israélien des Affaires étrangères, les autorités de l'Etat hébreu ont déclaré qu'elles acceptaient de discuter avec Israël. Mais l'initiative israélienne a séduit l'Europe, surtout beaucoup d'intellectuels d'Israël, et qu'elle a entraîné des tentatives chez quelques dirigeants arabes parmi les plus hostiles à Israël, l'Etat hébreu a connu pendant plusieurs semaines une « grande peur ».

On rappelle que M. Begin, ministre des Relations extérieures, a reçu le 17 décembre, à Paris, M. Begin, ministre israélien des Affaires étrangères, les autorités de l'Etat hébreu ont déclaré qu'elles acceptaient de discuter avec Israël. Mais l'initiative israélienne a séduit l'Europe, surtout beaucoup d'intellectuels d'Israël, et qu'elle a entraîné des tentatives chez quelques dirigeants arabes parmi les plus hostiles à Israël, l'Etat hébreu a connu pendant plusieurs semaines une « grande peur ».

On rappelle que M. Begin, ministre des Relations extérieures, a reçu le 17 décembre, à Paris, M. Begin, ministre israélien des Affaires étrangères, les autorités de l'Etat hébreu ont déclaré qu'elles acceptaient de discuter avec Israël. Mais l'initiative israélienne a séduit l'Europe, surtout beaucoup d'intellectuels d'Israël, et qu'elle a entraîné des tentatives chez quelques dirigeants arabes parmi les plus hostiles à Israël, l'Etat hébreu a connu pendant plusieurs semaines une « grande peur ».

## Washington suspend les discussions avec Jérusalem sur l'application de l'accord de coopération stratégique

Les Etats-Unis ont décidé, vendredi 18 décembre, d'interrompre toutes leurs discussions avec Israël sur l'application de l'accord de coopération stratégique afin de marquer leur opposition à l'annexion du Golan syrien, a annoncé le département d'Etat.

Les Etats-Unis ont également décidé d'interrompre leurs discussions avec Israël sur le financement, à ce pays, de crédits d'environ 200 millions de dollars. Les livraisons d'armes américaines à Israël — seront maintenues pour le moment », a ajouté M. Don Fischer, porte-parole du département d'Etat.

De notre correspondant

Washington. — Les Etats-Unis ne pouvaient se contenter d'une condamnation d'Israël au Conseil de sécurité. Mieux de vingt-quatre heures après s'être associés à la décision israélienne, ils ont voulu exprimer eux-mêmes une réaction. Pour se démarquer d'Israël, ils ont décidé d'interrompre toutes leurs discussions avec Israël sur l'application de l'accord de coopération stratégique.

Personne ne pense à Washington qu'Israël renonce à l'annexion du Golan. On veut seulement marquer leur opposition à la décision israélienne. M. Begin a fait un geste de conciliation, susceptible de déclencher l'annexion. Qu'il affirme, par exemple, son attachement à la négociation avec la Syrie.

La sanction américaine n'a pas été choisie au hasard. Il fallait à la fois marquer l'opposition des Etats-Unis à l'annexion du Golan, et leur soutien à l'accord de coopération stratégique. C'est pourquoi le département d'Etat a décidé d'interrompre toutes ses discussions avec Israël sur l'application de l'accord de coopération stratégique.

Le parti travailliste a condamné la décision israélienne d'annexer le Golan. Les membres du parti travailliste ont déclaré qu'ils ne soutiennent pas la décision israélienne. Ils ont déclaré qu'ils ne soutiennent pas la décision israélienne.

Le parti travailliste a condamné la décision israélienne d'annexer le Golan. Les membres du parti travailliste ont déclaré qu'ils ne soutiennent pas la décision israélienne. Ils ont déclaré qu'ils ne soutiennent pas la décision israélienne.

Le parti travailliste a condamné la décision israélienne d'annexer le Golan. Les membres du parti travailliste ont déclaré qu'ils ne soutiennent pas la décision israélienne. Ils ont déclaré qu'ils ne soutiennent pas la décision israélienne.

Le parti travailliste a condamné la décision israélienne d'annexer le Golan. Les membres du parti travailliste ont déclaré qu'ils ne soutiennent pas la décision israélienne. Ils ont déclaré qu'ils ne soutiennent pas la décision israélienne.

Le Monde

Moderation des esprits

Les nouvelles du monde

POLO il faut s'occuper

un nouveau droit contre l'occident













## INFORMATIONS « SERVICES »

100

**R LE20X18 DÉBUT DE MATINÉE**

**0 DÉCEMBRE. A 0 HEURE (G.M.T.)**

Form. Madrid, 9 et 3; Moscou - 12 et 3

Pression atmosphérique réduite à  
niveau de la mer à Paris le 19 décembre

1981 à 7 h : 1017,3 millibars,  
763,0 millimètres de mercure.

(Document établi  
avec le support technique sp  
du la Météorologie nationale

2

PROBLÈME N° 3085

HORIZONTALEMENT

...er raison à des gens insensés. Voyageur

— II. Hors-la-loi quand il est de justice  
ur. — III. Feuille lobée. Garçon de rece

[illegible][illegible]| franches, rif. Chef d'Etat turc, suc |  |

10. Donne du piquant à une  
beauté. Rêvele, quand on le  
voit, un sujet bien diminué. Prémo-  
nin. — 11. On se réjouit au sa-  
voir. On se réjouit à la nais-  
sance qu'on se voit. On se ré-  
jouit à la mort. On se réjouit à  
la mort. On se réjouit à la mort.  
Exemple

E. Prodeil la jungle. - 12. Il est indis-  
troisième de passer par ce cours pour t

tonneau. —  
nombreux  
né pour un  
Telle une  
éterminée.

— 14. M  
reil et la base. — 15. M  
drap pour d'ancien campe  
nerre pour Brest. Fraye sou  
à travers bois. Transparente

Solution du problème

*Horizontalement*

I. Diadème. — II. Idiote.  
III. Aigu. Aur. — IV. Mo.  
V. Amie. Béat. — VI. Nés.  
VII. Etat. Et. — VIII. An.  
IX. Rare. Te. — X. Bé. A.  
Existence.

nom, il est  
un rouget.

que. Signe  
verres suffi-  
n. Interjec-  
de il est re-  
frein. — 3.  
la familia-

— 3. Aiguiseur. — 4. Doute  
5. El. Paix. — 6. Arbitre.  
dée. An — 8. Aréaga. Tin.  
Tétière.

GUY BR

100

**LE 20X18 DÉBUT DE MATINÉE**

10 DÉCEMBRE, A 0 HEURE (G.M.T.)

**Tour.** Madrid, 9 et 3 : Moscou - 12 et -

Pression atmosphérique réduite au  
niveau de la mer à Paris le 19 décembre  
1981 à 7 h : 1017,3 millibars,  
763,0 millimètres de mercure.

(Document établi  
avec le support technique sp  
du la Météorologie nationale)

2

PROBLÈME N° 3085

HORIZONTALEMENT

...er raison à des gens insensés. Voyageur  
... II. Hors-la-loi quand il est de justice  
... III. Feuille lobée. Garçon de rece

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13

tranches.  
groupe d'in-  
Mouve-  
amoc-  
Eure  
V

rité. Chef d'Etat turc, suc-  
d'Atatürk. Ici on ailleurs. - 9  
culier condamné à un régime  
laire. Mais sans suite. Une sin-  
comme l'ancien tenniste de la s

10. Donne du piquant à une  
beauté. Révèle, quand on le

ni sujet bien diminué. Présen-  
 tin. — 11. On se rejoignit au-  
 naissance qu'à sa mort. Se-  
 ment ou se dépillant. Le  
 la jungle. — 12. Il est indis-  
 de passer par ou cours sur  
 un lointain bac. Retenu. —  
 l'asteur d'une émission peu-  
 Valeur qualitative d'un franc  
 En bijouterie, comme ce n'est  
 rie, elle peut provenir d'une  
 Note. Assure la liaison entre  
 reil et la base. — 15. Ma-  
 drap pour d'ancien campe-  
 nerre pour Brest. Fraye sous  
 à travers bois. Transparence

Solution du problème

*Horizontalement*

I. Diadème. — II. Idiote.  
III. Aigu. Aur. — IV. Mo.  
V. Amie. Béat. — VI. Nés.  
VII. Etat. Et. — VIII. An.  
IX. Rare. Te. — X. Bé. A.  
Existence.

nom, il est  
un rouget.

que. Signe  
verres suffi-  
n. Interjec-  
de il est re-  
frein. — 3.  
la familia-

— 3. Aiguiseur. — 4. Doute  
5. El. Paix. — 6. Arbitre.  
dée. An — 8. Aréaga. Tin.  
Tétière.

GUY BR

1000









## Le Crédit foncier fait d'une pierre deux coups

## Les matières premières

## Hausse des métaux - Recul du blé

100

## Fermeté du dollar - Faible réaction du métal précieux

1000

sur le T.M.O. - P. R.



contre 2,62% F M vendredi 11 septembre.

## Le marché monétaire et obligataire

## Flottement

100

11-11-11 11-11-11 11-11-11

Sur le T.S.O. - F.R.





